

Licence : La licence que je sollicite me permet d'accéder aux fonctions d'éducateur sportif, d'arbitre et/ou d'exploitant d'établissement d'activités physiques et sportives au sens des articles L.212-1 et L.322-1 du code du sport. A ce titre, les éléments constitutifs de mon identité seront transmis par la fédération aux services de l'état afin qu'un contrôle automatisé de mon honorabilité au sens de l'Article L.212-9 du code du sport soit effectué.

Certificat médical : Conformément au code du sport, les personnes majeures sont tenues de fournir un certificat médical attestant l'absence de contre-indication à la pratique du sport ou à la pratique du billard. Pour les mineurs, le responsable certifie que l'enfant a répondu négativement à toutes les questions du formulaire santé. Dans le cas contraire, il consulte un médecin et fournit un certificat médical.

Rappel : une fois enregistré, il est valable 3 ans sous réserve de renouveler sa licence chaque année sans interruption, de répondre annuellement à un questionnaire de santé et d'attester avoir répondu négativement à toutes ses rubriques. Si cela n'a pas déjà été fait le licencié peut d'ores et déjà l'adresser à son club. A défaut de répondre négativement à toutes les rubriques du questionnaire santé, il doit présenter un nouveau certificat médical. La gestion de ce certificat est placée sous la responsabilité du président du club qui en assure la conservation et la fourniture chaque fois que nécessaire

Garanties accordées avec votre licence :

<p>Responsabilité civile (contrat souscrit par l'intermédiaire de MDS CONSEIL auprès de la SMACL)</p> <p>Dommages corporels ----- 15 000 000 € par sinistre</p> <p>Franchise Néant</p> <p>Dommages matériels et immatériels consécutifs---300 000 € par sinistre</p> <p>Franchise Néant</p> <p>Défense Pénale & Recours ----- 75 000 € par sinistre</p> <p>Franchise Néant</p> <p>Protection juridique des victimes de violences dans le sport</p> <p>Assistance psychologique</p> <p>Assistance juridique par téléphone</p> <p>Recours pénal contre l'auteur présumé des violences sexuelles, physiques ou psychologiques</p> <p>*Néant : sauf dommages matériels entre assurés : -----100€</p> <p>Seuil d'intervention : Amiable : Néant/Judiciaire : -----300€</p>	<p>Individuelle accident (souscrites auprès de la mutuelle des sports – accord collectif n°2110)</p> <p>Décès</p> <p>Moins de 16 ans-----7000€</p> <p>16 ans et plus -----20 000€ (majorer de 10% par enfant à charge dans la limite de 50% du capital garanti)</p> <p>Invalidité permanente-----60 000€</p> <p>(Capital réductible en fonction du taux d'invalidité) (versé en totalité en IPP = 66%)</p> <p>Frais de 1^{er} transport -----100% des frais réels</p> <p>Frais de soins de santé</p> <p>Frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux -----300% base SS</p> <p>(Non assurés sociaux : 100% base SS)</p> <p>Forfait journalier hospitalier -----100% (frais réels)</p> <p>Soins dentaires -----200€/dent</p> <p>Soins optiques -----200€/accident</p> <p>Autres prothèses -----500€/accident</p>
<p>Voir autres dispositions sur le site www.ffbillard.com</p>	

Informations RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données)

Les informations personnelles portées sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le bureau de l'ABA. Nous ne traiterons ou n'utiliserons vos données que dans la mesure où cela est nécessaire. Les finalités de cette collecte sont les suivantes :

- Votre adhésion à l'ABA
- La prise de licence auprès de la ffb
- L'inscription en compétition auprès de la Ligue
- Vous contacter
- Assurer le traitement de vos demandes
- Créer et gérer votre accès à nos services en ligne
- Assurer l'exécution de nos prestations
- La vérification de la validité des informations nécessaires au paiement d'un bien, d'une prestation ou de frais d'adhésion
- Réaliser des études statistiques
- Respecter nos obligations légales

Vos informations personnelles seront conservées aussi longtemps que nécessaire pendant une période d'un an après la cessation de l'exécution de nos prestations, sauf si vous exercez votre droit de suppression des données vous concernant, dans les conditions décrites ci-après.

Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès à vos données personnelles est strictement limité aux membres du bureau, le cas échéant, à nos sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable. En dehors des cas énoncés ci-dessus, nous nous engageons à ne pas vendre, louer, donner ou céder à des tiers vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc...)

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen n°2016/679/UE du 27-04-2016 (applicable dès le 28-05-2018), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données ou encore de limitation du traitement. Vous pouvez, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Vous pouvez, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer vos droits en contactant le délégué à la protection des données de l'ABA à l'adresse suivante billard.aubenas@gmail.com

Si vous ne souhaitez pas/plus recevoir nos actualités et sollicitations (par téléphone, SMS, courrier postal ou électronique) et invitations, vous avez la faculté de nous l'indiquer dans le cadre du présent formulaire, de modifier vos choix en nous contactant dans les conditions évoquées ci-dessus. Idem si vous ne souhaitez pas recevoir les actualités, invitations ou offres de nos partenaires.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, vous pouvez contacter la Commission Nationale de l'Information et de Libertés (plus d'informations sur www.cnil.fr).